

Responsabilité extracontractuelle

L'entrepreneur de construction, le gardien et la responsabilité

Parmi les obligations de l'entrepreneur de construction (*le prestataire* selon l'article 7.4.1. du projet de livre 7), figure celle de la garde du chantier jusqu'à sa réception (*la délivrance* selon l'article 7.4.14. du projet de livre 7). L'article 7.4.12., § 1^{er}, 1° du projet de livre 7 formalise l'obligation de garder le bien, objet du service confié. L'obligation de garde n'est « pas nécessairement comprise dans chaque contrat de service¹ ». L'on peut raisonnablement admettre qu'elle s'applique au contrat de service portant sur un ouvrage immobilier.

En sa qualité de gardien, l'entrepreneur de construction doit veiller à ce que la chose placée sous sa garde – en l'espèce, le chantier – ne cause pas de dommage à autrui, ne soit pas endommagée par un tiers et ne se dégrade pas. Le présent article se concentre sur ces deux derniers aspects.

Même si l'intensité de l'obligation doit être examinée au cas par cas et que l'obligation caractéristique de l'entrepreneur de construction demeure, selon nous, une obligation de moyens, l'obligation de garde est généralement qualifiée de résultat.

Conformément à l'article 5.72 du Code civil, en présence d'une obligation de résultat, la faute de l'entrepreneur est présumée. Ainsi, le maître de l'ouvrage qui veut obtenir réparation du dommage lié à la dégradation de son bien dont l'entrepreneur a la garde ne doit pas apporter la preuve de la faute de ce dernier. Il lui reste néanmoins, à démontrer le lien de causalité entre la faute présumée et le dommage subi. Pour s'exonérer de cette présomption de faute, l'entrepreneur doit démontrer un cas de force majeure, qu'il convient, il nous semble, d'interpréter comme incluant la preuve de l'absence de faute dans son chef. Ces principes s'inscrivent dans le cadre classique de la responsabilité contractuelle.

Le livre 6 du Code civil s'applique entre cocontractants, sauf si le contrat ou la loi en disposent autrement (art. 6.3 C. civ.). L'article 6.16 du Code civil prévoit une responsabilité sans faute dans le chef du gardien. Ainsi le gardien d'une chose affectée d'un vice ne peut s'en exonérer qu'en démontrant que les conditions de la responsabilité ne sont pas remplies ; il ne peut se libérer par la preuve de l'absence de faute. La force majeure qui permet à l'entrepreneur de s'exonérer de son obligation de résultat ne saurait être invoquée. L'entrepreneur ne pourrait s'en prévaloir que s'il établit que le dommage résulte exclusivement de la force majeure, ce qui lui permettrait de démontrer l'absence de lien causal entre le vice et le dommage.

Ainsi, alors que la responsabilité contractuelle de l'entrepreneur de construction en sa qualité de gardien du chantier repose sur une faute présumée dont il peut s'exonérer, sa responsabilité extracontractuelle en cette même qualité est une responsabilité sans faute, ce qui alourdit le régime qui lui est applicable. Il conviendra dès lors aux praticiens de faire preuve de créativité lors de la rédaction des contrats s'ils veulent éviter qu'une responsabilité sans faute ne pèse sur l'entrepreneur gardien du chantier.

Véronique BRUSSELMANS ■
Assistante à l'UCLouvain Saint-Louis Bruxelles

¹ Proposition de loi du 20 février 2025 insérant le Livre 7 « Les contrats spéciaux » dans le Code civil, Doc. Parl., Ch. repr., Doc 56 0743/001, p. 131.

Judiciaire

Vers la création de juridictions de l'environnement : l'avis du Conseil Supérieur de la Justice

Dans le précédent numéro des *Pages*, la proposition de loi du 20 août 2024 visant à la création de juridictions de l'environnement² a été présentée par Arnaud Hoc³. Dans la continuité de sa contribution, l'avis du Conseil Supérieur de la Justice⁴ (rendu le 1^{er} octobre dernier*), est examiné au sein de ce numéro.

Si le Conseil Supérieur de la Justice (ci-après : « CSJ ») est favorable à la proposition de loi en question, ce dernier formule plusieurs observations et sollicite plusieurs ajustements et précisions, que nous nous proposons de synthétiser selon les six lignes directrices dégagées par ce dernier :

- a) **L'organisation judiciaire** : selon le CSJ, les structures doivent être harmonisées, par la création de chambres de l'environnement en instance et en appel, tout en limitant la compétence territoriale en instance aux tribunaux de première instance établis au siège d'une cour d'appel.
- b) **La spécialisation des magistrats** : la formation des magistrats du siège et des magistrats du parquet doit être obligatoire, tant en instance qu'en appel. Quant à la forme que doit prendre cette spécialisation, le CSJ n'est pas favorable à l'institution d'un mandat spécifique tel que prévu par la proposition (art. 2), ce dernier plaidant pour réduire le nombre de ces statuts d'exception à ce qui est strictement nécessaire.
- c) **Les compétences des sections spécialisées de l'environnement** :
 - o les compétences énoncées à l'article 14 de la proposition sont à la fois larges et limitées. Le CSJ estime que celles-ci doivent être précisées avec soin. A titre d'exemple, la notion de « droit de l'environnement » n'est pas codifiée ;
 - o à l'inverse de ce que contient la proposition de loi en son article 17, le CSJ est d'avis que le juge de paix devrait rester compétent pour « les petits litiges environnementaux » (souvent liés à des conflits de voisinage).
- d) **La formation spécialisée** : le CSJ soulève qu'aucune disposition n'est prévue (1) pour les magistrats qui siègeraient déjà dans des chambres spécialisées avant l'entrée en vigueur de la loi, en manière telle qu'un dispositif transitoire doit être prévu et (2) pour les (futurs) magistrats qui disposeraient déjà d'une formation spécialisée acquise via un troisième cycle universitaire, de sorte qu'un mécanisme de reconnaissance des formations antérieures doit être organisé.
- e) **Le soutien scientifique et technique** : vu la complexité de la matière, le CSJ s'interroge sur la possibilité de fournir une assistance scientifique et technique aux juges et au ministère public.
- f) **L'information et la sensibilisation** : le CSJ souligne que par l'instauration de chambres visibles et performantes, la prévention sera améliorée et les citoyens sensibilisés.

Notons enfin que le Conseil d'Etat a également rendu son avis, globalement favorable⁵, le 28 octobre dernier.

Violette HANON DE LOUVET ■
Assistante à l'UCLouvain Saint-Louis Bruxelles

² Proposition de loi portant création de juridictions de l'environnement, Doc. parl., Ch. repr., sess. extr. 2024, Doc n° 56-0125/1.

³ A. Hoc, « Vers la création de juridictions de l'environnement », Les Pages, n°199.

⁴ Proposition de loi portant création de juridictions de l'environnement, Doc. parl., Ch. repr., sess. extr. 2024, Doc n° 56-0125/2.

⁵ Proposition de loi portant création de juridictions de l'environnement, Doc. parl., Ch. repr., sess. extr. 2024, Doc n° 56-0125/3.

Responsabilité

La sanction de déchéance de la couverture d'assurance s'applique également en cas de faute légère

D'éminents auteurs⁶ ont soutenu que seule la faute lourde, par opposition à la « faute légère », pouvait être exclue de la couverture d'assurance. A leur décharge, il est vrai que la Cour de cassation elle-même avait, dans un arrêt du 12 janvier 2007⁷, considéré qu'il résulte de l'ancien article 8, alinéa 2, de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre que « la faute légère est toujours couverte ». Nous avons eu l'occasion de faire part de notre scepticisme par rapport à ce courant doctrinal et jurisprudentiel⁸.

La Cour de cassation revient sur cette question dans un arrêt du 10 mars 2025^{*}. En l'espèce, l'assurée, après avoir stationné son véhicule dans son allée de garage, était sortie de celui-ci sans le verrouiller, en déposant la clé sur le siège conducteur, le temps d'aller chercher sa fille à l'intérieur de son habitation. A son retour, le véhicule avait disparu. L'assureur vol a décliné sa garantie au motif que le contrat d'assurance contenait une clause qui impose à l'assurée des mesures de précaution particulières, à savoir, de verrouiller les portes du véhicule et de ne pas laisser de clé dans celui-ci, lorsqu'il ne se trouve pas dans un garage individuel fermé à clé. Saisie d'un pourvoi interjeté par l'assurée, la Cour de cassation considère qu'il ne suit pas des articles 62 et 65 de la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances « que les hypothèses de déchéance visées à l'article 65, alinéa 1^{er}, précité, ne seraient admissibles que dans des cas de faute lourde commise par le preneur au sens de l'article 62, alinéa 2, précité⁹ ». Autrement dit, une clause de déchéance peut sortir ses effets même lorsque la faute commise présente les caractéristiques d'une faute légère plutôt que d'une faute lourde. Naturellement, cette sanction contractuelle ne sera toutefois possible que dans le respect des exigences légales, c'est-à-dire pour autant qu'il s'agisse d'un manquement à une obligation contractuelle suffisamment déterminée et que la faute soit en lien de causalité avec la survenance du sinistre.

Elise DE SAINT MOULIN ■

Assistante et doctorante à l'UCLouvain
Maître de conférences invitée à l'UCLouvain Saint-Louis Bruxelles
Avocate au barreau de Bruxelles

⁶ M. FONTAINE, *Droit des assurances*, 5^e éd., Bruxelles, Larcier, 2016, p. 342, n° 406 ; T. VANSWEEVELT et B. WEYTS, *Handboek buitencontractueel aansprakelijkheidsrecht*, Anvers, Intersentia, 2009, p. 286.

⁷ Cass. (1^{re} ch.), 12 janvier 2007, *Pas.*, 2007, p. 62 ; R.D.C., 2007, p. 786, note C. VAN SCHOU BROECK ; *NjW*, 2007, p. 845, note G. JOUQUÉ. Dans le même sens auprès des juridictions de fond, voy. Liège, 15 mars 2007, *J.L.M.B.*, 2008, p. 965 ; Mons, 8 septembre 2005, *Ius & Actores*, 2008, p. 57, note T. Delahaye ; Liège, 12 février 2002, *R.G.A.R.*, 2002, n° 13594.

⁸ E. DE SAINT MOULIN, « La faute lourde en droit des assurances », *R.G.A.R.*, 2023, n° 15988/8.

⁹ Cass. (3^e ch.), 10 mars 2025, C.23.0343.F, *Concl. conf.* M. MORMONT, <https://juportal.be/>.